




Projet vu pour être annexé à la délibération 20200-170 DC du 1/10/2020

Président,

Jackie GOULET

	<b>CPIER du bassin de la Loire 2015-2020</b>	
	<b>Réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires OS 1</b>	
	État – Angers Loire Métropole, Saumur Val de Loire Agglomération, Communauté de communes Baugeois Vallée, Région Pays de la Loire	
	<b>Convention de financement des travaux d'étanchéification des digues domaniales du Val d'Authion</b>	
<b>Comité de programmation :</b>	<b>Maine-et-Loire</b>	
<b>Programme 2019</b>		
<b>Numéro de l'opération : LEV 49-2</b>		

Entre :

l'État, représenté par le Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret, Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, chargé de la mission interrégionale de mise en œuvre du plan Loire grandeur nature ;

et

Saumur Val de Loire Agglomération, représentée par son Président, dûment habilité par la délibération n° en date du ;

Vu le contrat de plan interrégional État-régions du bassin de la Loire pour la période 2015-2020 ;

Vu l'avis du pré-comité de programmation du plan Loire en date ;

Vu la décision du comité de programmation du plan Loire en date du ;

### Préambule :

L'étude de dangers des levées du Val d'Authion a démontré que le niveau de sûreté des digues constituant la levée est bien inférieur au niveau de protection apparent. Elle a préconisé de réaliser sans attendre des travaux de restauration des digues pour augmenter ce niveau de sûreté.

Le Val d'Authion a été retenu comme territoire à risque d'inondation important (TRI Angers-Authion-Saumur) au regard du nombre de personnes touchées potentiellement.

En effet, cette digue domaniale a la particularité d'être la plus longue des digues de Loire (74 km dont 49 km en Maine-et-Loire), avec une zone protégée d'environ 400 Km<sup>2</sup>. Elle est interdépartementale et interrégionale avec des enjeux humains (62 000 habitants et 16 500 salariés) et économiques dont des activités agricoles à forte valeur réparties sur l'ensemble de son linéaire.

L'Étude de Dangers des levées de Loire du Val d'Authion a identifié des travaux de renforcement à mener, tant dans le département de l'Indre-et-Loire que dans le département de Maine-et-Loire. Un programme de fiabilisation de ces digues, réalisé par la DREAL, a permis de préciser les opérations de renforcement à mener prioritairement pour un montant prévisionnel de 13,8 M€.

Une opération d'études et de maîtrise d'oeuvre fait par ailleurs l'objet d'une convention spécifique de 780 000 euros.

Une première phase de travaux estimée à un montant de 6 000 000 € permettra l'étanchéification des digues de Varennes-sur-Loire et La Bohalle-la-Daguenière communes déléguées de Loire-Authion, du val d'Authion.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles Saumur Val de Loire Agglomération apporte à l'État un concours financier pour l'opération d'étanchéification des digues de Varennes-sur-Loire et La Bohalle-la-Daguenière communes déléguées de Loire-Authion, du val d'Authion, dont les caractéristiques et les objectifs sont décrits dans la fiche de suivi annexée à la présente convention.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État, représenté par la direction départementale des territoires du Maine-et-Loire.

Le commencement d'exécution des travaux est prévu en 2020.

#### **Article 2 : Coût de l'opération**

Le coût prévisionnel de la 1<sup>ère</sup> phase de travaux concernant l'opération d'étanchéification du système d'endiguement de la digue du val d'Authion (Varennes-sur-Loire et La Bohalle-la-Daguenière communes déléguées de Loire-Authion) s'élève à 6 000 000 euros.

#### **Article 3 : Montant du concours financier**

Le financement de l'opération est assuré par :

- l'État, sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), pour un montant de 4 800 000 euros, soit 80 % ;
- la Région des Pays de la Loire, par une subvention FEDER, pour un montant de 828 000 euros, soit 13,8 %;
- Saumur Val de Loire Agglomération, pour un montant de 217 992 euros, soit 3,63 % ;
- Angers Loire Métropole, pour un montant de 97 092 euros, soit 1,62 % ;
- la Communauté de Communes Baugeois Vallée, pour un montant de 56 916 euros, soit 0,95 % .

Par ailleurs, le financement FEDER de la Région des Pays de la Loire à hauteur de 828 000 euros fait l'objet d'une convention spécifique entre le préfet de Maine-et-Loire et la Région des Pays de la Loire, autorité de dépense pour le programme opérationnel régional FEDER. Les crédits correspondants sont versés sur le compte de la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques), selon le rythme fixé par la convention.

Le concours financier de Saumur Val de Loire Agglomération est versé selon l'échéancier prévu à l'article 4 de la présente convention.

Ce concours financier sera ajusté au coût définitif de l'opération en fonction du taux de financement fixé à l'alinéa 4 du présent article.

Si le concours financier de Saumur Val de Loire Agglomération ajusté au coût définitif de l'opération est inférieur au concours financier effectivement versé, l'État procédera au reversement des fonds.

#### **Article 4 : Modalités de versement du concours financier**

Saumur Val de Loire Agglomération verse son concours financier au vu des titres de perception que l'État émet à son encontre et selon l'échéancier prévu à l'article 5 de la présente convention, sur le fonds de concours rattaché au programme 181 « prévention des risques » dont les coordonnées sont les suivantes :

Code FDC	Libellé
23-1-2-00824	Participation aux études, acquisitions et travaux relatifs à la protection de la nature et de l'environnement, à la prévention et à la lutte contre les pollutions (AE préalables)

#### **Article 5 : Échéancier de versement du concours financier**

Le versement du concours financier de Saumur Val de Loire Agglomération sera effectué de la façon suivante :

- un acompte de 65 398 euros en 2020 ;
- un acompte de 108 996 euros en 2021 ;
- le solde d'un montant maximal de 43 598 euros, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, avant la fin de l'année 2022.

#### **Article 6 : Modalités de compte rendu**

L'État s'engage à informer Saumur Val de Loire Agglomération de l'avancement de l'opération.

À cette fin, il transmettra chaque année la fiche de suivi annexée à la présente convention, mise à jour en fonction des travaux réalisés et des dépenses effectuées.

Une fois l'opération réalisée, l'État transmettra à Saumur Val de Loire Agglomération le certificat d'achèvement des travaux signé par le maître d'ouvrage.

#### **Article 7 : Publicité**

L'État s'engage à faire mention du concours financier de Saumur Val de Loire Agglomération sur tous les documents de communication (panneaux de chantier, plaquettes) en utilisant le logo de cette dernière.

#### **Article 8 : Modifications de la convention**

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Les parties s'entendront pour résilier la présente convention :

- si l'État est incapable d'exécuter ou de faire exécuter toute ou partie des engagements de la présente convention, conduisant à la suspension ou l'arrêt définitif de l'opération ;
- si le concours financier de Saumur Val de Loire Agglomération est affecté à d'autres fins que celles prévues par la présente convention.

Tout autre cas justifié requerra l'accord des parties.

Cette résiliation prendra effet dans un délai de trois mois, décompté à la date de la signature de la décision de résiliation par les parties à la présente convention.

Les sommes perçues par l'État qui n'auraient pas été utilisées ou qui l'auraient été à d'autres fins que celles prévues par la présente convention seront reversées à Saumur Val de Loire Agglomération.

#### **Article 10 : Dispositions exécutoires**

La présente convention prend effet à compter de sa notification au Président de Saumur Val de Loire Agglomération.

Elle prendra fin le 31 décembre de l'année du versement du solde du concours financier mentionné à l'article 5 de la présente convention ou dans les éventuels avenants.

Elle est établie en deux exemplaires originaux conservés par chacun des signataires.

#### **Article 11 : Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle**

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, sera soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif d'Orléans. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

Fait à Orléans, le

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire,  
Préfet du Loiret,  
Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne

Fait à Saumur, le

Le Président de Saumur Val de Loire  
Agglomération